



CHAPITRE 73

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 1er juin 1945]

CHAPTER 73

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Assented to, the 1st of June, 1945]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 233, s. 430, am. pour la cité.

Subdivisions, etc. de terrains.

1. L'article 430 de la Loi des cités et villes est modifié pour la cité de Verdun, en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil de la cité de Verdun est autorisé à faire un règlement pour décréter que toute division, subdivision ou re-subdivision de terrain dans la cité devra être au préalable soumise au conseil pour approbation avant d'être déposé suivant la loi."

Référendum.

2. Le conseil doit, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, demander l'opinion des électeurs, conformément aux dispositions des articles 399 à 410 de la Loi des cités et villes, sur les deux questions suivantes:

1. Êtes-vous d'opinion que le comité exécutif doit être aboli?

2. Êtes-vous d'opinion que les deux échevins de chaque quartier doivent

Preamble.

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S., c. 233, s. 430, am. for city.

1. Section 430 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Verdun by adding thereto the following paragraph:

"The council of the city of Verdun is authorized to make a by-law to enact that every division, subdivision or re-subdivision of land within the city must first be submitted to the council for approval before being deposited according to law."

Approval of land division.

Referendum.

2. Within three months after the coming into force of this act, the council shall ask the opinion of the electors, in accordance with the provisions of sections 399 to 410 of the Cities and Towns Act, upon the two following questions:

1. Are you of the opinion that the executive committee should be abolished?

2. Are you of the opinion that the two aldermen for each ward should be

être élu par le vote de tous les électeurs du quartier?

Effet.

Si la majorité des électeurs qui ont voté, se prononce affirmativement sur la question no 1, les articles 7, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 de la loi 23 George V, chapitre 124, modifiés par l'article 7 de la loi 25-26 George V, chapitre 115, et de nouveau modifiés par l'article 7 de la loi 3 George VI, chapitre 106, seront abrogés.

Idem.

Si la majorité des électeurs qui ont voté, se prononce affirmativement sur la question no 2, à compter des prochaines élections les deux échevins de chaque quartier seront élus par la majorité des électeurs du quartier qui ont voté, et cela nonobstant les dispositions de l'article 6 de la loi 23 George V, chapitre 124.

electd by the vote of all the electors of the ward?

Effect.

If the majority of the electors who have voted answer question 1 in the affirmative, then sections 7, 8, 9, 10, 12, 13 and 14 of the act 23 George V, chapter 124, as amended by the acts 25-26 George V, chapter 115, section 7, and 3 George VI, chapter 106, section 7, shall be repealed.

Idem.

If the majority of the electors who have voted answer question 2 in the affirmative, then from and after the next elections the two aldermen for each ward shall be elected by the majority of the electors of the ward who have voted, notwithstanding the provisions of section 6 of the act 23 George V, chapter 124.

1933,
c. 124,
s. 11,
remp.

3. L'article 11 de la loi 23 George V, chapitre 124, est remplacé pour la cité, par le suivant:

Indemni-
té.

"11. Les conseillers municipaux recevront annuellement une indemnité de mille dollars et le maire deux mille cinq cents dollars."

3. Section 11 of the act 23 George V, chapter 124, is replaced, for the city, by the following:

1933,
c. 124,
s. 11, re-
placed.

"11. The municipal councillors shall receive annually an indemnity of one thousand dollars and the mayor two thousand five hundred dollars."

Indemni-
ty.

S.R., c.
233, a.
495, remp.
pour la
cité.
Appel au
bureau des
estima-
teurs.

4. L'article 495 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

"495. Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut en appeler au bureau des estimateurs, en donnant à cette fin, au greffier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte, et, s'il se plaint que l'évaluation de ses propriétés est trop élevée, il doit mentionner, dans l'avis, le montant de l'évaluation qu'il reconnaît juste."

4. Section 495 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Verdun, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 495, re-
placed for
city.

"495. During such time any person who think himself entitled to complain, for himself or for another, of the roll as drawn up, may appeal therefrom to the board of assessors, by giving for that purpose a written notice to the clerk, stating the grounds of his complaint, and, if he complains that the valuation of the property is too high, he shall mention, in the notice, the amount of the valuation considered by him to be just."

Appeal to
board of
assessors.

1923-24,
c. 91, a. 3,
remp.

5. L'article 3 de la loi 14 George V, chapitre 91, est remplacé par le suivant:

S.R., c.
233, a.
500, remp.
pour la
cité.

"3. L'article 500 de la Loi des cités et villes, est remplacé pour la cité, par le suivant:

Réduction
de l'esti-
mation,
etc.

"500. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur notable à raison de nouvelles

5. Section 3 of the act 14 George V, chapter 91, is replaced by the following:

1923-24,
c. 91, s. 3,
replaced.

"3. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500, re-
placed for
city.

"500. If, after the valuation roll has been declared homologated, any property is either considerably increased in value by reason of new buildings, additions or

Changing
valuation.

constructions, additions ou améliorations, ou subit une diminution de valeur considérable, soit par incendie, démolition, ou toute autre cause, le bureau des estimateurs peut augmenter ou réduire l'estimation de la propriété à sa valeur réelle. Dans ce cas, cette modification du rôle est sujette à homologation par le bureau des estimateurs, après avis de huit jours aux propriétaires intéressés, tel que prévu à l'article précédent."

improvements, or considerably diminished in value, either by fire, the pulling down of buildings or any other cause, the board of assessors may increase or reduce the valuation of such property to its actual value. In such case, such amendment to the roll shall be subject to homologation by the board of assessors, after eight days' notice to the interested owner, as provided in the preceding section."

S.R., c. 233, a. 501, remp. pour la cité. Délais.

6. L'article 501 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la cité de Verdun, par le suivant:

"**501.** Le défaut de la part du bureau des estimateurs d'agir dans le temps prescrit, n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle, en dehors de ce temps."

6. Section 501 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Verdun, by the following:

"**501.** The failure of the board of assessors to act within the time prescribed shall not prevent the completion or homologation of the roll thereafter."

R.S., c. 233, s. 501, replaced for city. Delay by assessors.

S.R., c. 233, a. 502, remp. pour la cité. Mutations de propriétaire.

7. L'article 502 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

"**502.** Après chaque mutation de propriétaire ou d'occupant d'un terrain mentionné au rôle d'évaluation en vigueur, le bureau des estimateurs, sur preuve suffisante provenant du bureau du registrateur du district, peut rayer le nom de l'ancien propriétaire ou occupant et y inscrire celui du nouveau."

7. Section 502 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Verdun, by the following:

"**502.** After every change of owner or occupant of any lot of land set forth in the valuation roll in force, the board of assessors, upon sufficient proof from the office of the registrar of the district, may erase the name of the former owner or occupant, and enter on such roll the name of the new one."

R.S., c. 233, s. 502, replaced for city. Change of owner.

S.R., c. 233, a. 504, remp. pour la cité. Appel.

8. L'article 504 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

"**504.** Il y a droit d'appel à la Cour de circuit de comté ou de district ou à la Cour de magistrat:

1. De toute décision rendue par le bureau des estimateurs en vertu des articles 496, 497, 499, 500 et 502, dans les trente jours à compter de cette décision, soit que le bureau des estimateurs l'ait rendue de son propre mouvement ou sur plainte ou requête produite en vertu de ces articles;

2. Du refus ou de la négligence du bureau des estimateurs de prendre en considération une plainte écrite, produite en vertu de l'article 495, ou une requête produite en vertu des articles 500 ou 502,

8. Section 504 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Verdun, by the following:

"**504.** An appeal shall lie to the Circuit Court of the country or of the district, or to the Magistrate's Court:

1. From any decision of the board of assessors under section 496, 497, 499, 500 or 502, within thirty days from such decision, whether the board of assessors rendered same of its own accord or upon a complaint or petition filed in virtue of such sections;

2. Whenever the board of assessors has neglected or refused to take cognizance of any written complaint made in virtue of section 495, or of a petition presented in virtue of section 500 or 502, within

R.S., c. 233, s. 504, replaced for city. Appeal.

Decision of board of assessors.

Complaint ignored, etc.

Décisions du bureau des estimateurs.

Plainte négligée, etc.

dans les trente jours qui suivent la séance à laquelle il devait en prendre connaissance.”

S.R., c. 233, a. 510, remp. pour la cité.
Décisions.

9. L'article 510 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la cité de Verdun, par le suivant:

“**510.** Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la décision dont l'appel est porté, l'annuler ou la modifier, ou rendre telle décision que le bureau des estimateurs aurait dû rendre originairement, ou lui ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours.”

1907, c. 73, a. 6a aj.

10. La loi 7 Édouard VII, chapitre 73, est modifiée pour la cité de Verdun, en ajoutant après l'article 6, l'article 6a se lisant comme suit:

Nombre de quartiers.

“**6a.** Cependant le conseil pourra, par règlement, augmenter le nombre des quartiers et en fixer les nouvelles limites pourvu que le nombre total n'excède pas six; tout changement dans le nombre ou les limites d'un quartier devra rallier les deux tiers des membres du conseil, et ne viendra en force qu'à l'élection suivante.”

S.R., c. 233, a. 398, am. pour la cité.

11. L'article 398 de la Loi des cités et villes est modifié pour la cité de Verdun, en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

Négligence d'obtenir un permis.

“Dans tous les cas où une personne est trouvée coupable devant la Cour du recorder d'avoir négligé d'obtenir tout permis (licence) exigé par les règlements des permis (licences) de la cité, la cour doit condamner cette personne à une amende au moins égale au prix de ce permis, et les frais, quel que soit le montant de l'amende fixée par le règlement. Si le contrevenant obtient son permis dans les huit jours après la sentence, et en avise la cour, cette dernière devra changer sa sentence en le condamnant aux frais seulement.”, ledit article devant se lire comme suit:

Peines pour infractions.

“**398.** Le conseil peut imposer, par chacun des règlements qu'il a droit de faire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, pour toute et chaque infraction aux règlements, soit une amende avec ou sans les frais, ou un emprisonnement; et,

thirty days after the sitting at which it should have taken cognizance thereof.”

9. Section 510 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Verdun, by the following:

R.S., c. 233, s. 510, replaced for city.
Judgment.

“**510.** The court may, by its judgment, confirm the decision appealed from, annul or amend the same, or render such decision as the board of assessors ought to have rendered, or order it to exercise the functions respecting which recourse is had.”

10. The act 7 Edward VII, chapter 73, is amended, for the city of Verdun, by adding, after section 6 thereof, section 6a, reading as follows:

c. 73, s. 6a, added.

“**6a.** However the council may, by by-law, increase the number of wards and fix the new boundaries thereof, provided that the total number shall not exceed six; every change in the number of wards or in the boundaries of any ward must be approved by two-thirds of the members of the council and shall only come into force at the next election.”

Number of wards.

11. Section 398 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding, after the first paragraph thereof, the following paragraph:

R.S., c. 233, s. 398, am. for city.

“In all cases where a person is found guilty before the Recorder's Court of having neglected to obtain any permit (license) required by the city by-laws respecting permits (licenses), the Court must condemn such person to a fine at least equal to the price of such permit, and the costs, whatever be the amount of the fine fixed by the by-law. If the offender obtains his permit within eight days after judgment, and so notifies the Court, the latter shall change its judgment by condemning him to the costs only.”, the said section to read as follows:

Neglect to obtain permit.

“**398.** The council may impose, by any by-law within its powers, for every infraction of a by-law, either a fine, with or without costs, or imprisonment; and if a fine, with or without costs, may provide for imprisonment in default of

Penalties for infractions.

si c'est une amende avec ou sans les frais, il peut ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement immédiat de l'amende avec ou sans les frais, suivant le cas, mais à l'exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit, cette amende ne doit pas excéder quarante dollars, et cet emprisonnement ne doit pas être pour plus de deux mois; et, quand c'est pour défaut de paiement de l'amende ou de l'amende et des frais que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cesse dès que l'amende, ou l'amende et les frais ont été payés.

Négligence d'obtenir un permis.

Dans tous les cas où une personne est trouvée coupable devant la Cour du recorder d'avoir négligé d'obtenir tout permis (ou licence) exigé par le règlement des permis (licence) de la cité, la cour doit condamner cette personne à une amende au moins égale au coût de ce permis et les frais, quel que soit le montant de l'amende fixée par le règlement. Si le contrevenant obtient son permis dans les huit jours après la sentence, et en avise la cour, cette dernière devra changer sa sentence en le condamnant aux frais seulement.

immediate payment of such fine with or without costs, as the case may be, but, except where otherwise provided, such fine shall not exceed forty dollars nor such imprisonment last more than two months; and where such imprisonment is ordered in default of payment of the fine or of the fine and costs, it shall cease on payment of the fine or of the fine and costs.

In all cases where a person is found guilty before the Recorder's Court of having neglected to obtain any permit (license) required by the city by-laws respecting permits (licenses), the Court must condemn such person to a fine at least equal to the price of such permit, and the costs, whatever be the amount of the fine fixed by the by-law. If the offender obtains his permit within eight days after judgment and so notifies the Court, the latter shall change its judgment by condemning him to the costs only.

Neglect to obtain permit.

Infraction continue.

Si l'infraction d'un règlement est continu, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

If the infraction of a by-law continues, such continuation shall constitute a separate offence, day by day.

Continuous infraction.

Frais.

Les frais ci-dessus mentionnés comprennent, dans tous les cas, les frais se rattachant à l'exécution du jugement.

The costs above mentioned shall include in all cases the costs connected with the execution of the judgment.

Costs.

Discretion.

Toutefois, lorsque, au lieu d'une pénalité fixe, un règlement prévoit soit une pénalité maximum et une pénalité minimum, soit une pénalité maximum seulement, le tribunal peut, à sa discrétion, imposer, dans le premier cas, la pénalité qu'il juge à propos dans les limites de ce maximum et de ce minimum et, dans le second cas, celle qu'il juge à propos jusqu'à concurrence de ce maximum."

Nevertheless, whenever, instead of a fixed penalty, a by-law provides either a maximum and minimum penalty, or a maximum penalty only, the court may, at its discretion, impose, in the first instance, such penalty as it may see fit within the limits of such maximum and such minimum, and, in the second instance, such penalty as it may see fit up to the extent of such maximum."

Judicial discretion.

Entrée en vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.